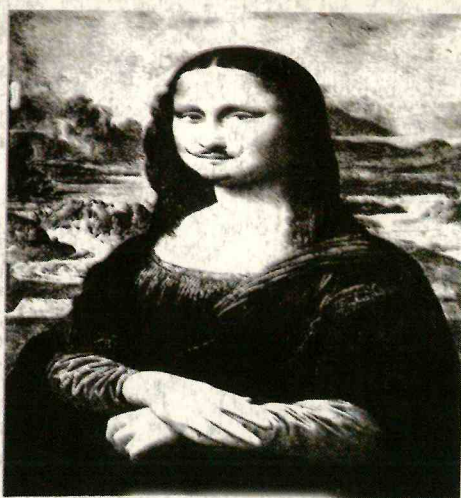


JUIN 2005

PAROLES DE LYCÉENS DANS LA RUE,
EN ROUTE VERS LA ...

TROUPE DES NON TRAVAILLEURS ...



**AFTER THE MUSEUM, GO VISIT
THE FRENCH CHILDREN
IN JAIL FOR HAVING BEEN
PUNCHED BY COPS,
GO TO THE PALAIS DE JUSTICE
METRO CITE
WELCOME IN OUR FREE COUNTRY!**

solidarité avec les inculpé-e-s

le 31 mai à 9h00 TGI Paris (RDV metro CITE 8h30)
le 16 juin à 9h00 TGI Paris (RDV metro CITE 8h30)
1er juin, 8h, Tribunal de Pontoise (95)
16 juin, 8h, Tribunal de Paris

DE L'HUILE SUR LE FEU

EST UNE CHRONIQUE HÉTÉROGÈNE
DE L'ACTUALITÉ BRÛLANTE, ÉCRITE
PAR CEUX QUI NE SE RÉSIGNENT PAS
À LA GLACIATION CAPITALISTE...
LES HISTORIETTES ET LES COUPS
DE GUEULE S'Y SUCCÈDENT COMME
AUTANT DE RAFALES INCENDIAIRES
SUR LE BRASIER DES COLÈRES.



ISBN 2-915694-09-5

A TOUS CEUX QUI
VEULENT FLIQUER
LES LYCÉENS,
LES LYCÉENS
RÉPONDENT :
RÉSISTANCE !

PAROLES DE LYCÉENS



N°16

L'insomniaque

DE L'HUILE SUR LE FEU

Déjà parus:

Alexandre DUMAL, *T. N. T.*

Jack MALT, *Quand la ville tremble*

Jean-Pierre BASTID, *Demain le chaos*

Jaime RASTAPOPOULOS, *Ici est ailleurs*

Madeleine MOREL, *Le Chemin de travers*

Carmen NICOT, *La Blonde, la brune et les truands*

Jean Pierre LEVARAY, *Désertion, plan social*

Zé MIGRO, *Non, je ne serai pas maton*

L'AGORA, *Via Libre!*

Alassane FINGERWEIG, *L'Offensive du traître*

Jean-Marc DELPECH, *La Bébête des Vosges*

Carmen ABURANA, *Aï*

Ali MALEK, *Petty, un demi parisien*

Miriana MIŠLOV, *La Bourse ou la vie*

LARBI, *Zob de dieu*

Le procès du mercredi 25 mai, déclaration de Samuel au tribunal

■ On m'accuse d'avoir insulté et craché au visage d'un commissaire. Face aux mouvements sociaux, l'État répond par le mépris et la répression. Je revendique ma participation au mouvement, mais je refuse cette accusation d'outrage à individu. Je n'insulte ni les lycéens, ni les professeurs, ni les proviseurs, ni les membres des forces de l'ordre. Mon combat est politique et collectif. De la même façon que je ne suis pas le représentant ni le leader du mouvement lycéen qu'on voudrait faire de moi, je n'ai pas pour adversaires des individus, mais le système qui les emploie et les envoie contre nous.

**"UNEF, MEDEF,
MEME COMBAT"**

Pour tout contact:

L'INSOMNIAQUE

63, rue de Saint-Mandé

93100 MONTREUIL

TÉL.: 01 48 59 65 42

FAX: 01 48 70 84 01

Site: <http://insomniaqueediteur.free.fr>

■ On cherche à nous apprendre que la seule forme de contestation, c'est le défilé Bastille-Nation de 14 heures à 19 heures et qu'après on doit fermer notre gueule. C'est ça l'expression de leur citoyenneté!

■ Nous, en matière de politique, pendant ces quatre mois, on a appris à s'organiser seuls, sans compter sur les syndicats ou les organisations, et de façon à ne pas trop reproduire les erreurs des mouvements précédents.

■ On a des revendications. On sait pourquoi il y a eu des occupations, on sait pourquoi on a été arrêtés. Nous ne sommes pas de pauvres victimes. Le but n'est pas de dire: «*Oh, regardez ce que la méchante police nous a fait.*» On a été humiliés, frappés, c'est vrai, mais les lycéens ne se posent pas comme victimes, au contraire. Ces inculpations sont une preuve qu'on est un danger pour le gouvernement. On veut nous faire fermer notre gueule, nous on répond: pas question. On continue à revendiquer les mêmes choses.

■ Ces mises en examen ne sont pas juridiques mais politiques. Donc, on va faire une défense politique. Ce n'est pas une seule personne – ou un petit groupe – qui est jugé, c'est un mouvement, et on le revendique jusqu'au bout.

L'avenir semblait sombre et l'on était loin d'imaginer que le réveil viendrait des lycéens. On percevait a priori cette génération comme sage et conformiste avant l'âge, coincée entre technologie et mode, respectueuse de l'autorité, et qui, lors de mouvements passés, avait l'air soucieuse de demander «plus de crayons et plus de pions pour étudier dans de bonnes conditions», sans remettre en cause les institutions.

Bien obligé de reconnaître qu'on s'est gourés.

Le mouvement lycéen dure depuis trois mois. Il faut vraiment être très endormi, très résigné ou très cynique pour ne pas y déceler quelque chose de très intéressant; le silence des médias devrait pourtant alerter les aînés, qui ont oublié, semble-t-il, que lorsqu'il y a des luttes en bas de chez soi, la moindre des choses est d'aller voir directement ce qui se passe. C'est en fréquentant ce mouvement que nous avons pu commencer de mesurer sa force, sa radicalité, autant dans ses modes d'organisation, dans ses débats, qu'au cours de ses actions, de ses occupations, de ses manifs... Les premiers mots qui viennent sont lucidité, maturité, ténacité joyeuse.

ZÉ MIGRO

Chronologie succincte du mouvement lycéen à Paris, 2005

29 janvier: assemblée générale à la fac de Nanterre; appel à une première manif de la coordination lycéenne des comités d'action lycéens (CAL).

1^{er} février: manif interpro à Paris, avec la présence d'un grand nombre de lycéens, suivie d'une assemblée générale.

Ensuite, de février à la mi-mars: deux manif lycéennes par semaine à Paris, appels relayés partout en France, AG régionales après chaque manif.

15 février: le gouvernement renonce à la réforme du bac.

16 février: le gouvernement déclare l'urgence pour le projet de loi Fillon.

18 février: l'UMP dépose un amendement pour que *La Marseillaise* soit apprise à l'école primaire.

2 mars: l'Assemblée nationale adopte la loi Fillon, qui part au Sénat.

7 mars: début des blocages et occupations de lycées.

8 mars: 160 000 lycéens manifestent dans toute la France.

24 mars: adoption définitive de la loi Fillon. Dernière manif commune de la coordination avec l'UNL et la FIDL.

gouvernement qui saccage notre mouvement. Nous dénonçons la casse policière et administrative ainsi que la diabolisation par certains médias et par le syndicat des fournisseurs de ce mouvement social qui, lui, tend vers l'unité de la lutte avec les professeurs et les personnels de l'Éducation nationale. Nous nous réunissons samedi prochain à Jussieu pour décider ensemble des suites à donner à notre mouvement.»

**"CRS EN COLERE,
LE PASTIS IL EST TROP CHER"**

FPP, 4 mai 2005

■ L'instruction civique à l'école nous inculque la prétendu nécessité de voter. Le mouvement lycéen a dépassé tout ça et on a beaucoup plus appris avec le mouvement qu'on aurait pu le faire à l'école qui enseigne les valeurs républicaines. La politique est bannie des établissements scolaires. Nous n'avons même pas de panneaux d'affichage où nous pouvons mettre ce que nous voulons. Leur éducation civique, juridique et sociale, on n'en veut pas. Leur programme sert par exemple à enseigner les effets positifs de la colonisation. Sans commentaires...

midi, qu'ils sont même rentrés dans les escaliers du parquet gueuler pour qu'on nous libère...

Communiqué de la coordination, 21 avril 2005

«Après trois mois de lutte, parce que Fillon ne veut pas nous écouter, parce que l'immense majorité des lycéens soutient notre action, la coordination lycéenne, gérée par les assemblées générales et composée d'une base large et hétérogène réunissant tous les lycéens mobilisés, a envahi une annexe du ministère de l'Éducation nationale ce mercredi 20. Cette action vise directement le ministre et montre à tous la détermination et l'organisation des lycéens. Nous étions 2 500 le lendemain, lors de la manifestation, alors que la plupart des "animateurs" du mouvement étaient en garde à vue. Si nous ne sommes pas aussi nombreux qu'auparavant lors des grandes manifestations, ce n'est pas par défaitisme, ni par isolement ou manipulation de l'extrême gauche. Les animateurs du mouvement sont exclus des établissements, les coups de matraque pleuvent et les arrestations massives comme mercredi sont monnaie courante. C'est cette volonté du

De mars à fin avril: la coordination appelle à une manifestation par semaine, une action (occupation, blocage...) par semaine, et une réunion de la coordination nationale tous les dimanches à Jussieu.

Entre autres:

- 1^{er} avril:** première occupation du rectorat.
- 7 avril:** deuxième occupation du rectorat de Paris (nom de code «*Mobylettes perdues*»).
- 12 avril:** occupation de l'inspection académique de Bobigny (84 interpellations).
- 13 avril:** manifestation nationale de lycéens à Paris.
- 16 et 17 avril:** assises nationales de la coordination lycéenne.
- 20 avril:** occupation de l'annexe du ministère de l'Éducation nationale (180 gardes à vue).
- 21 avril:** manif hebdomadaire qui se transforme en manif de soutien aux gardés à vue.

Début mai: plusieurs manifs sauvages.

- 20 mai:** meeting du comité de soutien aux lycéens inculpés, à la Bourse du travail.
- 22 mai:** concert de soutien aux lycéens inculpés.
- 25 mai:** premier procès parisien d'un lycéen, suivi d'une manifestation spontanée.

À suivre...

Nous reproduisons des paroles lycéennes recueillies ici et là, au cours d'assemblées générales, de manifestations, d'actions diverses et de leurs émissions de radio (« *Les Schtroumpfs* » sur FFP, 106.3, tous les mercredis de 15 h 30 à 17 heures).



Lycée Nobel à Clichy-sous-Bois, 4 avril 2005

■ On est en mouvement depuis trois semaines. Tous les matins on est là pour faire le blocus. Fillon et le gouvernement ne prennent pas en compte ce que pensent les lycéens alors que ça nous concerne directement. C'est à nous de savoir ce qui est bon pour nous. Ils nous prennent pour des enfants, alors qu'on sait, on a conscience, c'est pour notre avenir.

■ L'administration veut minimiser les choses, ils essaient de masquer l'ampleur du mouvement. Les médias disent que le problème c'est l'absentéisme à l'école. Si on est tous là, c'est pas pour sécher, c'est pour une cause juste. Nous on est des jeunes des cités et on veut s'en sortir et en fait ils ne nous laissent aucune chance. Ce que veut le gouvernement, c'est que tout le monde ici arrête l'école en quatrième.

■ Nous avons été 180 à être placés en garde à vue, certains sont restés quelques heures, d'autres vingt-quatre heures. Parmi ceux qui ont eu leur garde à vue prolongée, 11 sont mis en examen pour « *violences volontaires sans ITT en réunion, avec armes par destination sur agents de la force publique* » et « *dégradations en réunion de biens d'utilité publique* ».

Le procureur demandait un placement sous contrôle judiciaire de tous les majeurs, mais il a été signifié la même chose à chacun, majeur comme mineur, c'est-à-dire le refus d'un placement sous contrôle judiciaire. En clair, les lycéens arrêtés sont libres de circuler et doivent rester disponibles pour la justice en attendant le procès; l'instruction est en cours.

■ Quand je suis sortie de chez le juge, j'ai dit aux deux copains qui restaient encore de ne pas s'inquiéter, que tout allait bien se passer. Je vais chercher mes affaires, mon père est là, heureux comme un je-ne-sais-quoi.

Dans la cour du palais de justice, il me dit: « *Ah au fait, il y a le comité d'accueil.* » « *Quel comité d'accueil!* » Je commence à distinguer des personnes sur les marches, je me rends compte que ce sont des lycéens, ils sont venus pour nous, j'ai les larmes aux yeux. Tout le monde se met à gueuler, c'est super. Je fais des bises, on me serre, ils me disent qu'ils sont là pour nous depuis

commencent à s'agiter, ça devient presque un affrontement. L'ambiance est alors plus tendue en bas qu'en haut. Sur le toit, une lycéenne fait un malaise, les pompiers arrivent tardivement et l'emmènent.

Pas de chance: soit il pleut, soit le soleil tape fort sur la tête. Je discute avec des lycéens que je ne connaissais pas auparavant.

On commence à avoir faim, nous appelons ceux d'en bas pour qu'ils se cotisent pour nous acheter un peu à manger. On fait une corde pour pouvoir attacher le sac de bouffe d'en bas. Les copains arrivent en courant, ils attachent la corde au sac le plus vite possible pour que les CRS ne puissent pas intercepter la nourriture. Les CRS arrivent trop tard pour ça. Il y a du pain, du beurre, des gâteaux, du jambon et même un paquet de clopes.

On remercie ceux d'en bas. On fait de notre mieux pour que tout le monde ait au moins quelque chose dans le ventre. Certains veulent partir, on fait une AG pour savoir qui veut rester et qui veut partir. La décision majoritaire est de partir, on décide de se rendre.

■ Lorsque nous avons décidé de quitter collectivement le toit de l'annexe, nous savions que nous serions tous placés en garde à vue pour «*participation à un rassemblement*», selon les termes du chef des policiers.

■ Ce qui nous choque le plus, c'est les bourses au mérite. Dans un lycée comme Alfred-Nobel, il y a 70 % d'élèves boursiers; ils ont des problèmes chez eux, au lycée. Si on leur enlève les bourses, ce sont des problèmes en plus. Il faudra toujours être vraiment bon, et c'est dur vu les conditions de vie dans les cités. On devrait nous aider et là on nous enfonce encore plus.

■ Dès l'école primaire, il faut maintenant apprendre *La Marseillaise*, et, dès la cinquième, il faut faire des stages en entreprise. C'est d'autant plus facile qu'ils savent qu'en ZEP les élèves ont du mal à suivre les cours. Au lycée, il va y avoir la suppression des TPE (travaux personnels encadrés), une restriction du budget pour l'Éducation nationale, tout ça pour financer l'armée et la police. On n'a pas à décider à notre place qui fera quoi. On n'a pas demandé à habiter dans nos cités, on est déjà parqués, considérés comme des moins-que-rien. On veut les mêmes études que tout le monde. Je vois pas pourquoi certaines catégories de population devraient aller travailler pendant que d'autres ont droit aux études.

■ Ils veulent supprimer des matières comme l'histoire... Ils veulent conserver les bases, juste le français et l'anglais. Les matières comme les autres langues vivantes, l'histoire, etc., ce sont des matières qui nous apprennent à

avoir l'esprit critique. Là, ils sont en train de nous déshumaniser pour faire de nous des machines, des robots utiles aux patrons, sans esprit critique, sans rien. Fillon, il fait la même chose que Hitler, sauf que Hitler, il le faisait aux yeux de tout le monde. On ne veut plus que nous puissions penser par nous-mêmes, alors que c'est l'essence même de l'être humain. On sera un pion parmi tous les autres.

■ Dans une ville comme Clichy-sous-Bois, on a un esprit critique, comme les autres. Et on nous prend pour de la merde. La majorité des lycéens ici n'ont qu'un débouché: l'entreprise, et dès la quatrième. Alors dans ce cas-là, il faut que ce soit vers tous les métiers: pourquoi ne pas apprendre le cirque, ou même faire de la politique. On nous enlève des langues vivantes pour ne nous apprendre que l'anglais, mais pas n'importe quel anglais, celui qui se parle dans les entreprises. Nous on n'aime pas les barrières, on nous a déjà cochés comme élèves du 93 et on nous dit: «*Tu vas faire ça, ça, ça.*» On a enlevé ses droits à la classe ouvrière, petit à petit, depuis soixante-dix ans, mais elle commence à se réveiller. Depuis qu'on est tout petits, on nous dit ce qu'il faut faire, et là on renaît.

■ La structure de la coordination, c'est pas une structure politique, y a pas de chef ni de sous-

arriveront ils leur diront qu'ils sont pacifistes et qu'il n'y a aucune raison de recourir à la violence. Je retourne à la fenêtre, c'est la panique. Quelques minutes plus tard on entend des cris, je sors du bureau pour voir ce qu'il se passe, le faux plafond est tombé sur deux de mes copains (des flics l'ont cassé pour passer par le dessus); à ma grande surprise je me retrouve nez à nez avec les forces de l'ordre, qui tentent tant bien que mal de monter les escaliers.

**"LES LYCEENS
C'EST COMME LE DENTIFRICE:
QUAND ILS SONT SORTIS DU TUBE,
ON NE PEUT PLUS
LES FAIRE RENTRER"**

Je cours vers les escaliers pour ne pas me faire prendre. On arrive sur les toits et nous décidons de faire une chaîne humaine pour nous protéger, mais les CRS n'ont pas l'air de vouloir franchir la porte d'entrée du toit. Nous brisons la chaîne et allons voir ce qu'il se passe en bas du bâtiment. Plein de lycéens sont en bas, les CRS les bloquent pour qu'ils ne puissent pas nous rejoindre. Nous buvons aux bidons d'eau qu'on avait pensé à prendre. Les lycéens qui sont dans la rue s'énervent: les CRS les bloquent totalement comme s'ils voulaient les empêcher de respirer. Ils

commençons à amener les vieux meubles avec précaution pour barricader les entrées.

■ Au bout de quelque temps, les autocars bleus des gendarmes mobiles ainsi que les autocars des autres brigades d'intervention de la police sont en place autour du bâtiment. Les portes extérieures ont été soigneusement bloquées afin de retarder l'entrée des forces de l'ordre, les derniers meubles sont entassés dans l'entrée principale du bâtiment. Les CRS se disposent autour du bâtiment afin de tenir à distance le rassemblement de soutien qui s'est déjà mis en place. Quand ils rentrent en force, nous montons nous réfugier sur la terrasse.

Une première équipe de gendarmes mobiles passe au-dessus des grilles de l'entrée et commence à dégager tous les meubles empilés. Les meubles sont sauvagement jetés sur les bords, les équipes avancent vers le bâtiment, rentrent par le local du vigile et se retrouvent à l'intérieur. Des témoins, restés au rez-de-chaussée, raconteront ensuite avoir vu les agents forcer le passage avec des haches.

■ Je vais dans un bureau situé juste à côté des escaliers. Je regarde par la fenêtre, les CRS ont réussi à ouvrir les grilles, ils entrent. Je me retourne et vois d'autres lycéens assis autour d'une table. Ils me disent qu'ils restent là et que dès que les CRS

chef, c'est non autoritaire. Moi je fais partie du comité de la coordination nationale. Je vais essayer de porter la voix du 93 dans les AG. Comme par exemple l'histoire des bourses qu'on donnera à ceux qui travaillent bien : ici, y en a pas beaucoup qui vont toucher de l'argent. Nous, on n'arrive pas à s'en sortir et les politiques ils se tapent des voyages à je ne sais pas combien avec notre argent ! L'argent y en a mais il faut aller le chercher chez les riches et les patrons.

**"ON NE VEUT PAS D'UN SAVOIR
POUR SERVIR LES PATRONS"**

■ Alors que ça remet en cause leur profession, on a l'impression qu'on n'a même pas d'appui au niveau des professeurs. Nous, on s'organise en coordination régionale, Seine-Saint-Denis et Seine-et-Marne, pour être plus efficaces, plus représentatifs au sein de la coordination nationale.

**"ON CONTINUE, ON CONTINUE,
ON CONTINUE!"**

Devant la mairie du Raincy, même jour, alors qu'une délégation est reçue en mairie

Texte affiché par les 300 lycéens présents devant la mairie

«Ce que Fillon impose: la répression plutôt que le dialogue et la prévention. Les CPE devront mettre une note de vie scolaire aux élèves. Obligation d'apprendre *La Marseillaise* en primaire, apprentissage de la citoyenneté. Retour à l'élitisme, aux bourses au mérite, seuls les meilleurs pourront avoir une bourse. Orientation précoce: dès la quatrième, les élèves gênants iront en apprentissage. Création d'une troisième professionnelle. Ces mesures mettent en place un système massif de sélection car le patronat a besoin de main-d'œuvre bon marché et docile. Cette orientation par l'échec est aussi une dévalorisation des filières pro et techno, encore et toujours réservées aux élèves en échec scolaire. Ce programme de réussite scolaire, c'est du chantage et de la culpabilisation. Une bonne éducation pour les uns, et le bagage minimum pour les autres.»

nous surveillent, on leur chante: «*Les RG sont partout, ils sont partout...*» Puis, vers 12 heures, nous nous séparons en trois groupes. Nous hésitons beaucoup à choisir le groupe dans lequel nous voulons aller car soit on va dans celui qui devra courir, soit dans un des deux autres. Nous choisissons finalement celui qui devra courir. Nous nous dirigeons vers le métro et nous descendons à Solférino. Nous courons vers le ministère de l'Éducation. Les CRS sont sur les lieux et commencent à sortir leurs matraques et à taper quelques-uns d'entre nous. Nous repartons très vite vers le métro, direction Montparnasse. Nous sortons et nous courons jusqu'à atteindre un grand bâtiment, l'annexe du ministère de l'Éduc', rue de Sèvres.

On pousse le portail, il n'est même pas fermé. Pareil pour la porte d'entrée. Nous arrivons dans le hall, il y a un vigile à l'accueil, il ne proteste pas. Je me dirige vers le couloir de gauche avec d'autres, regarde dans les bureaux, ils sont vides. Un autre est rempli d'armoires métalliques. Des meubles au rebut sont entassés dans les salles des premier et dernier étages, des vieilles étagères assez lourdes.

Le deuxième groupe nous a rejoints depuis quelques minutes, et nous comprenons que le troisième n'arrivera pas car il est déjà encerclé par les CRS. Nous fermons les grilles et nous

le bonheur de tous. Nous sommes des critiques, et nous ne voulons pas de cette utopie du capital qui se fonde sur une démocratie totalitaire.

■ Moi je pense que nous pouvons construire une société sans commerce, sans prisons, sans écoles spécifiques ou spécialisées comme la séparation arbitraire des filières dites intellectuelles ou manuelles.

■ Dans les premiers soviets, en 1917 en Russie, avant la reprise par le Parti, l'école était conçue comme une concertation entre élèves, parents et professeurs, qui ensemble élaboraient programmes et fonctionnement des cours.



Occupation de l'annexe du ministère de l'Éducation nationale, 20 avril 2005

■ Le rendez-vous était à 11 heures, cour de Rome, à côté de la gare Saint-Lazare. J'arrive vers 10 heures, les RG sont déjà là. Les lycéens arrivent au fur et à mesure, on discute un peu, on parle, on rigole, tout le monde est de bonne humeur.

Vers 11 h 30, nous sommes à peu près tous là. Nous sommes environ 200 à 300. Les RG

La sortie de la délégation

■ Ils ne nous ont pas écoutés. Ça s'est fini en cacahuètes. Ils disent qu'on est manipulés par les cocos. Nous, on leur a montré qu'on était contre cette loi, qu'on la connaissait mieux qu'eux. C'est nous les futurs travailleurs, on veut pas de cette réforme, on continuera. On leur a répondu que les seuls qui manipulaient les lycéens, c'était Fillon et ses amis. Il a demandé qu'on arrête les blocus, on leur a rigolé au nez.

Émission lycéenne sur FFP, 6 avril 2005

■ L'école ne doit pas s'adapter à la société, c'est en changeant l'école qu'on doit changer la société. Nos revendications dépassent largement le cadre de la loi Fillon, il faut stopper cette logique de chair à patron.

■ Fillon vient de dire à l'Assemblée nationale que les lycéens encore en mouvement n'étaient qu'une infime minorité, que les parents qui les soutenaient étaient des irresponsables, que ce n'était pas la rue qui gouvernait et qu'il allait se montrer ferme. On nous parle sans cesse de démocratie, de pouvoir au peuple, de citoyenneté, etc. Mais c'est nous le peuple... Depuis le début, le gouvernement a très bien compris que le peuple lycéen ne

voulait pas de la loi Fillon, et pourtant elle a été votée à l'Assemblée. Et ensuite, ils interdisent les blocus en racontant qu'il y a des violences, des bagarres, des viols... Il faut arrêter de regarder la télé! Les blocus deviennent dangereux seulement quand les flics interviennent.

■ Nous sommes très loin du 1 % que Fillon annonce. Au dernier blocage proposé par la coordination, il y a eu 80 % de lycées bloqués; on voit bien que le mouvement ne s'essouffle pas. C'est toujours les mêmes mensonges. Et de toute façon, Fillon ne connaît même pas sa loi, il a dit à une émission de télé que les TPE c'était des travaux pratiques encadrés alors que c'est des travaux personnels encadrés!

■ Les grandes lignes de la loi Fillon: il y a eu cette histoire de réforme du bac qui a été écartée de la loi, parce qu'elle était non conforme à la Constitution; mais on peut tout à fait penser que Fillon la fera passer sous forme de circulaire juste avant l'été. Cette réforme met la moitié des épreuves en contrôle continu, ce qui veut dire que le bac ne sera plus national mais qu'il y aura un bac par lycée. Déjà aujourd'hui, il est indiqué sur le diplôme la nature du bac, la mention et l'académie d'où l'on vient, maintenant il y aura en plus le nom du lycée: en clair, ça veut dire que ceux qui viennent d'un lycée de banlieue

tuité des cinémas, des musées, des théâtres...; l'attribution d'une allocation de 700 euros mensuels à tous les lycéens et non l'instauration des bourses au mérite; le rétablissement des 90 000 postes supprimés depuis cinq ans. Et qu'on ne nous dise pas que nos revendications sont illusoires ou farfelues; l'argent il est là, dans les budgets des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense, il y en a pour la sécurité et pour l'Europe du flicage, il y en a dans les comptes en banque des possédants et des patrons. La véritable question n'est pas «quelle école voulons-nous?», mais «quelle société voulons-nous?».

■ L'école ne doit pas s'arrêter aux portes des lycées. Il ne faut pas confondre école et éducation.

■ Nous savons qu'en refusant cette école, c'est le système qui la génère que nous remettons en cause. L'école que nous connaissons est celle de l'argent, de l'économie, de la société capitaliste.

■ Je me méfie de ce qualificatif d'«utopie». D'abord, cela fait de nous des doux rêveurs en crise d'adolescence; nous savons ce que nous voulons et nous le voulons concrètement, ici et maintenant. De plus, le capitalisme est une utopie réalisée, celle de la société marchande, qui prétend que la libre concurrence peut créer

■ On est la première génération à savoir qu'on vivra moins bien que nos parents.

**Les assises nationales des lycéens
du 17 avril 2005, à l'ordre du jour:**
«Quelle école voulons-nous?»

■ L'école d'aujourd'hui c'est celle du formatage. Nous, ce que nous voulons, c'est une école émancipatrice, contre la soumission et l'ordre social. La loi Fillon subordonne clairement l'école au capitalisme, l'article 13 indique que *«l'école doit être tournée vers l'économie»*. Cette loi se traduit par une uniformisation de la pensée, vers une rentabilité au cœur de toutes les préoccupations. L'école est une vaste formation de main-d'œuvre corvéable et disciplinée. L'apprentissage de leur citoyenneté, c'est celle du XIX^e siècle. Pour nous, la citoyenneté c'est celle de la rue, celle de la démocratie directe, contre le pouvoir dictatorial de l'État. L'autorité vise à faire de la jeunesse des soumis, des moutons dénués de sens critique, de spontanéité et d'autonomie. Pour le moment, en guise de citoyenneté, nous n'avons dans nos bahuts ni panneaux d'affichage, ni salles réservées aux lycéens.

■ Nous voulons tout de suite: l'inscription systématique des lycéens sans papiers; la gratuité des transports, la gratuité des internats, la gra-

n'auront pas les mêmes chances de faire des études supérieures que ceux d'Henri-IV. Pour la répartition des budgets: dorénavant, tous les trois ans, les lycées doivent présenter un projet pédagogique au rectorat. S'il leur convient, ils obtiendront une certaine somme pour le faire fonctionner, sinon ils n'auront pas de subvention. Les projets qui plaisent sont en général ceux qui développent les matières scientifiques pour faire des ingénieurs en tout genre, pour faire marcher l'économie. Les lycées qui ont plutôt des branches artistiques et culturelles avec des options théâtre, musique, langues vivantes, n'auront plus de subvention parce que ces options culturelles ne rentrent pas dans le système du profit et du marché. Le renforcement des liens entre chefs d'établissement et flics: une ligne de téléphone directe existe désormais entre le lycée et le commissariat pour régler les moindres problèmes. Les bourses: il existe un système déjà très imparfait de bourses d'aide pour les élèves en difficulté et dont les parents ont de faibles revenus.

Maintenant, seuls les élèves qui auront eu une mention à leur brevet des collèges pourront postuler pour avoir une bourse au lycée. Alors que l'on sait que, souvent, ceux qui ont des difficultés scolaires sont des personnes qui ont aussi des difficultés financières. Certaines matières vont être supprimées pour devenir des options facul-

tatives: le sport, les sciences économiques et sociales, peut-être l'histoire et la géographie, la philo... Seuls les bons élèves auront accès à ces options. Ça va avec le contrat individuel de réussite (CIR): il y a un socle minimum de connaissances instauré (en gros, savoir lire, écrire, compter et cliquer sur un ordinateur). Si l'élève ne parvient pas à ce minimum, il signe son contrat, on finit de lui apprendre à lire et à compter, et il est ensuite orienté dans des filières professionnelles. Il ne peut alors plus avoir accès à des matières optionnelles.

Aujourd'hui, il y a déjà des lycées où des patrons, des chefs d'entreprise siègent au comité d'établissement. Ça donne par exemple la création de diplômes spécifiques pour telle ou telle entreprise, comme Walt Disney: des études à la carte où le lycéen obtient un diplôme seulement valable pour travailler à... Disneyland. Ce n'est pas une connerie, c'est réel. Toute cette loi est fondée sur un système global qui détermine l'orientation d'un élève selon les besoins précis de l'économie.

**"DANS LA CHAMBRE, Y A DES DEPUTES
QUI SE BRANLENT TOUTE LA JOURNEE,
LA MEILLEURE MANIERE DE LUTTER
C'EST LA NOTRE, C'EST DE DESCENDRE
DANS LA RUE ET DE MANIFESTER"**

■ On est en train de faire marche arrière vis-à-vis de l'histoire. On regarde les médias qui parlent des rois et de la religion, c'est-à-dire du clergé et de la noblesse, et le peuple qui est dans la rue, on n'en parle pas. On nous raconte des sornettes sur la liberté, l'égalité, la fraternité, mais on est encore sous Louis XIV aujourd'hui. Y a pas de démocratie. La démocratie, c'est le pouvoir du peuple; le peuple est dans la rue et le gouvernement fait ce qu'il veut, à la solde des patrons.

■ Le problème de la minorité est faussé à la base. Il ne faut pas confondre la mobilisation et le soutien qu'il y a derrière. Beaucoup de lycéens sont avec nous mais ne peuvent pas s'investir, être tout le temps là, simplement à cause des parents.

"PLUTOT A POIL QU'EN UNIFORME"

**"LAISSEZ-NOUS ETUDIER
POUR PAS DEVENIR POLICIER"**

■ On rappelle aux gens qui nous soutiennent, on va dire moralement, mais qui ne se mobilisent pas, que c'est l'occasion ou jamais. C'est vraiment un mouvement qui est très important et qui peut impulser beaucoup de choses.

■ Avoir un bac qui ne vaut rien et faire des études pour se faire exploiter, non merci. Ce n'est pas la loi Fillon qui crée ça, elle ne fait que l'entériner. Pour nous, c'est le prétexte pour se mobiliser, on sait très bien qu'elle institutionnalise les inégalités qui existent déjà. Ce qu'on sait, c'est qu'on veut pas avoir des vies de bureaucrates.

■ Ils sont en train d'inculper des gens, des lycéens qu'ils ont repérés, en leur collant des outrages et des rébellions. On veut laisser personne morfler tout seul pour l'ensemble du mouvement. Il faut savoir qu'un flic peut porter plainte pour outrage juste à cause d'un regard qu'il estime narquois.

■ On est arrivé à un stade de la lutte où on ne peut plus vraiment tenir compte de l'autorité, qu'elle soit parentale, scolaire ou gouvernementale. C'est aussi ça qu'on cherche à outrepasser : je vois pas pourquoi dans le cadre de la lutte on se tiendrait à ce genre de contraintes.

■ Les médias sont quand même formidables. Ils envoient des caméras partout, pour rien. On se tape du pape, du prince Rainier, du prince Charles... C'est quand même impressionnant. En fait, si on ne sort pas dans la rue, on ne sait pas qu'il y a un mouvement lycéen.

■ En janvier 2005, ça a été le début du mouvement. On a rapidement constitué une coordination des lycées en mouvement à partir de CAL déjà existants et on a appelé à la formation du plus de CAL possible. Puis on a fonctionné au rythme d'une ou deux manifs par semaine, qui rassemblaient au début 70 000 lycéens à Paris et 160 000 dans toute la France. Après le vote de la loi (le 24 mars) on s'est rendu compte que les manifs plan-plan ne servaient à rien puisqu'elles ne faisaient pas bouger le gouvernement d'un iota. On a alors décidé de passer à des actions plus radicales, à savoir le blocage. Puis on est passé aux occupations. Puis il y a eu d'autres actions comme l'occupation du rectorat de Paris, des blocages de quartiers de Paris, des manifs sauvages dans les rues. On sait qu'il nous faut maintenant élargir le mouvement à tous les secteurs, étudiants, chercheurs, profs, mais aussi à d'autres pour qu'ils descendent avec nous dans la rue. Ils ont les moyens de pression et nous avons la pêche. Il y a des AG régionales et nationales toutes les semaines ; un ordre du jour est présenté, souvent pour se raconter ce qu'il y a eu dans la semaine et faire des projets pour la suite. Toutes les décisions sont votées en AG, elles sont souveraines : il n'y a aucune bureaucratie, aucune hiérarchie. Puis on élit un comité de coordination nationale dont la fonction est de mettre en œuvre ce qui a été décidé en AG.

■ Dans la coordination, il y a des gens de diverses tendances. Beaucoup sont indépendants. En tout cas, personne ne met en avant dans la vie de la coordination son appartenance politique ou les orientations des organisations. Au début du mouvement, on travaillait avec les syndicats lycéens; la FIDL a lâché très rapidement, suivie par l'UNL. Ils nous traitaient de groupuscule gauchiste extrémiste. Ils avaient surtout eu des consignes du PS, qui les subventionne, de calmer le jeu car tout ça faisait de l'ombre au *oui* à la Constitution européenne... Nous, nous ne sommes manipulés par aucune organisation politique.

"POLICE NATIONALE, MILICE DU CAPITAL"

■ Il y a eu sans cesse un matraquage médiatique qui disait que le mouvement s'essouffait. Ce qui est certain, c'est qu'on s'est bien séparés des syndicats. On n'est ni à la FIDL ni à l'UNL. On s'organise nous-mêmes avec les moyens dont on dispose – Internet, téléphones – et on regroupe le plus de lycées possible pour relancer toujours le combat. C'est pas parce que les médias ne parlent pas du mouvement qu'il n'existe pas.

■ Les syndicats lycéens, l'UNL et la FIDL, racontent aux médias que le problème posé par la loi

Occupation de l'inspection académique de Bobigny, 12 avril 2005

■ On est rentrés, on a dû casser une porte parce qu'ils ne voulaient pas nous laisser entrer. On est montés au septième étage, on s'est barricadés et on a attendu deux ou trois heures. Les CRS sont arrivés et nous ont évacués en nous insultant. On a été 80 à se faire arrêter et 15 placés en garde à vue qui sont inculpés de dégradations de biens publics. Les flics ont fait signer des dépositions à des parents de lycéens mineurs qui ne savaient même pas lire. On se donne toujours la consigne de refuser la comparution immédiate, mais quelquefois les lycéens craquent. Après l'autisme, le gouvernement passe à la répression, logique.

FPP, 13 avril 2005

■ Tout le monde dit qu'il y a des casseurs... y a pas de casseurs, y a juste des lycéens motivés. C'est le gouvernement qui veut casser le mouvement. La manif du 8 mars, c'est la seule manif où il y a eu des problèmes, et comme par hasard, c'est la seule manif qui a fait autant de tapage médiatique. Pourtant, à chaque fois il y a des casseurs... du côté des CRS: jeudi dernier on était tranquillement devant la Sorbonne, on voulait entrer à l'intérieur, les flics sont arrivés et ont matraqué tous ceux qui passaient par là.

■ Nous sommes parents d'élèves. On a même occupé le lycée plusieurs nuits, à Maurice-Dutriaux, à Stains. Ils sont très déterminés, très adultes dans leurs réactions, très lucides. Ils donnent une bonne leçon aux adultes.

■ Nous, à Maurice-Ravel, on est des collégiens, des lycéens, des personnels, et on se bat contre les notes de comportement et les flics dans les lycées. On n'était pas très au courant au début, on a fait plein d'AG et on est encore plus contre la loi Fillon. On continue, on persévéra.

Occupation du lycée Montaigne, 11 avril 2005

■ On s'est retrouvés hier matin à Port-Royal, on voulait occuper Montaigne pour en faire notre QG. On a réussi à entrer. Puis on a bloqué les accès, les portes, et on s'est barricadés en remplissant les couloirs de tables et de chaises. Au bout de deux heures, les CRS sont arrivés, il nous ont d'abord envoyé des lacrymos. On est montés à une cinquantaine sur les toits. Ils ne savaient pas comment nous faire descendre. Finalement, on est sortis dès qu'il y a eu assez de monde en bas en soutien, puis on est partis en manif vers la Sorbonne.



Fillon, c'est celui du bac... Pour nous c'est bien autre chose, c'est surtout tout ce qu'il y a derrière. Eux, ils veulent négocier la loi. Pendant les manif, ils ne distribuent aucun tract, ils n'ont aucun slogan si ce n'est « *si t'es fier d'être lycéen, tape dans tes mains* » en écoutant à fond les tubes de la sono. Aucun message politique. De toute façon, ils ont complètement lâché depuis le 24 mars, maintenant ils ont les fesses bien posées chez eux ou en cours. Ce sont les lycéens auto-organisés qui continuent à se battre, sans eux.

La deuxième occupation du rectorat de Paris, 7 avril 2005

■ Il y a eu une action lycéenne d'occupation du rectorat, elle devait exister en plus du blocage national prévu aujourd'hui. Pour l'instant, on sait que 370 lycées (plus de 1 sur 10) sont bloqués ou occupés en France. Alors, action réussie. On a réussi à entrer; au début les CRS n'étaient pas encore là quand on est arrivé, on a réussi à déjouer leurs écoutes en pipotant au téléphone sur d'autres objectifs, ce qui veut dire qu'on peut être plus rapides, plus mobiles, plus malins qu'eux. Mais quand ils arrivent, ils sont plus forts que nous. Maintenant il y a 500 lycéens dans le rectorat et autant de CRS qui attendent pour intervenir. Ce qu'on espère, c'est qu'il n'y ait pas d'arrestation au moment de la sortie.

Car en fait, il y a déjà une répression assez forte, avec des inculpations, sans oublier les répressions administratives au sein des lycées. Là ça peut être plus grave car nous savons que c'est une action illégale pour le pouvoir, mais légitime pour nous. On espère juste que la police fera preuve d'un peu de maturité aujourd'hui; en tout cas on ne partira pas tant que des potes restent bloqués à l'intérieur. D'autant plus qu'on sait qu'il y a d'autres lycéens au rectorat de Créteil, c'est une action bien cordonnée.

■ Il y a des comités d'action collégiens qui nous ont rejoints aujourd'hui. C'est eux qui vont vraiment subir la réforme Fillon. Les voir entrer dans le mouvement, c'est signe d'une maturité chez les plus jeunes. Ils reprennent les mêmes bases que nous, assemblées générales... Commencer à militer au collège sur ces bases de démocratie directe et de lutte active est très prometteur et réjouissant; on aime nos petits frères et sœurs.

■ Tous les CRS sont rentrés dans le rectorat. Nous on était assis, on avait fait des chaînes pour nous protéger. Ils nous ont sortis violemment un par un. Il y a déjà un poignet cassé, un bras déboîté, une crise de tétanie, des coups de poing et de pied, des doigts tordus. Le gouvernement ne respecte pas les lois qu'il impose à

tout le monde. Les CRS, c'est comme des Playmobil, deux bras, deux jambes, sans pensées et sans paroles, ils foncent, ils ne servent qu'à ça, c'est honteux. Qu'est-ce que c'est que cet État qui nous inculpe d'outrage et rébellion quand on se fait frapper et insulter?

■ Ça fait des années qu'on entend que les jeunes sont des branleurs, qu'ils ne savent rien faire, et aujourd'hui, quand on s'intéresse à nos vies, à la politique, là on nous dit qu'on est une minorité. On fait rien, on est critiqués. On fait quelque chose, on est réprimés.

**"PETAIN, REVIENS,
T'AS OUBLIE TES CHIENS"**

Manif, 8 avril 2005

■ Le gouvernement nous a trop longtemps méprisés. Les ZEP sont en fait des zones d'éducation pourrie. On est des milliers dans la rue et le gouvernement ne veut pas nous entendre. Nous sommes de Stains, dans le 93. La loi Fillon est une loi complètement inégalitaire et dégueulasse vis-à-vis des lycéens les plus pauvres. Elle continue de creuser et d'affirmer les inégalités.